

« Combien coûte-tu Madagascar ? »

Jennifer HACKMAN et Priscilla DUBOURG (Première)

« Je m'appelle Aina, je suis une habitante du village de SOAMAHAMANINA. J'y suis née, comme ma mère et sa mère avant elle. Actuellement, on nous demande de quitter l'endroit que nous avons toujours connu. Un héritage sacré transmis par nos aïeules, les terres de nos ancêtres, qui désormais sont NOS terres. Là où l'on naît et là où l'on meurt. Là où nous étudions où nous travaillons, ce lieu est celui où je me sens chez moi. Aujourd'hui, on nous demande de partir. Pourquoi? Pour que des étrangers puissent venir exploiter nos sous-sols, nos mines et notre or sans que nous puissions avoir droit à un ariary. Mais, nous avons décidé de lutter pour protéger ce patrimoine ancestral, pacifiquement, mais fermement. Nous attendions de l'État son appui. Et pourtant nous avons eu droit à l'inverse car nous avons appris très vite que ces étrangers ont le permis de nous dépouiller de tous ce qu'on a. Quel affront, quelle iniquité, qu'avons-nous fait pour mériter cela ? ... »

Un petit groupe de personnes qui, un beau jour, a vu arriver sur ses terres, des chinois, qui affirment qu'ils sont là pour exploiter la terre. La conséquence : la population se voit de ce fait obligée de partir de chez elle et dépouillé de ses biens. Cette entreprise demande à ces villageois de quitter leur maison, leur lieu de vie, leurs coutumes et tous ce qu'ils ont, tout ce qui leur a pris des vies entières à bâtir.

Évidemment, ceux-ci ont refusé. De là, une lutte acharnée a pris place opposant les villageois aux forces de l'ordre et donc directement au gouvernement. Car, si au début, il n'y eut que des manifestations et grèves pacifiques pour marteler leur refus de partir, désormais la force est employée pour les expulser. Cette entreprise a de plus une autorisation légale pour venir s'installer sur ces terres en ayant obtenu un bail emphytéotique de 40 ans par le gouvernement malgache!

N'est-ce pas humiliant, Mesdames et Messieurs ? N'est-ce pas injuste ?

Madagascar, un pays qui selon les Nations Unies, ne devrait pas recevoir de soutiens financiers, car « Madagascar n'a pas un problème de richesse, mais un problème de gestion de ses richesses », fait preuve d'injustice envers sa propre nation.

Le 20 novembre 2014, le Chef de Délégation de l'Union Européenne, Antonio Sanchez-Benedito Gaspar, a fait don de 95 millions d'euros non-remboursables à l'île. Cette donation a été effectuée, selon lui, pour améliorer les services publics essentiels, comme la sécurité, la santé, l'éducation, ou encore pour aider

à la reprise socioéconomique du pays. Cette somme équivaut à 304 milliards d'Ariarys malgaches. Où est passé tout cet argent ? Un suivi de la part de l'U.E. a-t-il été effectué ? Et la situation socioéconomique de Madagascar a non seulement stagné mais au contraire a empiré !!

La Grande Île Rouge dispose de ressources en tous genres pour subvenir aux besoins de ses habitants. Des ressources forestières et végétales comme le bois de rose, d'ébène, de girofle, de vanille, une grande diversité de la faune et de la flore (fosa, lémuriers et pleins d'autres). Par exemple, vous connaissez sûrement le NONI et ses vertus thérapeutiques qui selon certains chercheurs internationaux comme le docteur Martin Schechter, de l'université de British Columbia, auraient des caractéristiques anti-inflammatoires, antiallergiques, des qualités analgésiques et indispensables aux défenses immunitaires. Le noni est une vraie fontaine de jouvence dont Madagascar dispose, mais dont personne et encore moins le Gouvernement se soucie.

Madagascar... un pays pauvre ? Quelle énormité, quel mensonge...

Mais surtout, la Grande Île, attire de nombreuses convoitises, en raison de ses richesses. Nous tenons à préciser des fruits exotiques comme le litchi ou la vanille que vous mangez, viennent la plus grande partie du temps de notre île. On vante les bananes protéinées de Guadeloupe ou les ananas de la Réunion, mais les litchis qui viennent de Madagascar ? Certains ne savent même pas que cette île existe !

L'Île au trésor comme son nom l'indique dispose d'une malle aux trésors immense qui renferme des pierres précieuses telles que le saphir, le rubis, le diamant, sans oublier le nickel et le cobalt, mais aussi de l'argent et de l'or... Et cela entraîne des trafics au niveau international.

Prenons l'exemple du bois de rose qui fait l'objet de l'un des plus grands trafics au monde. Un marché illégal où la loi est celle du plus fort et du plus féroce. Le plus choquant, c'est que parmi ces trafiquants, se trouvent des personnes bien placées. En 2015, un grand nombre d'entre-elles ont été arrêtées. C'est douloureux et désagréable mais c'est le compte-rendu qu'a fait Bianco, le bureau indépendant anticorruption de Madagascar.

Et pourtant, le P.I.B. par habitant a été divisé par deux depuis l'année de l'indépendance en 1960. Alors que Madagascar est le seul pays au monde dans ce cas sans avoir connu des conflits ou des catastrophes naturelles majeurs... Le rapport implacable de la Banque mondiale est confirmé malheureusement par le vécu quotidien des citoyens malgaches. En effet, selon le dernier Diagnostic Systématique du Pays (DSP) en 2014, le P.I.B. par habitant s'élevait uniquement à 271 dollars, ce qui correspond environ à la moitié de ce qu'il était en 1971

quand il a atteint le pic de 501 dollars après son accession à l'indépendance.

Madagascar détient donc l'un des P.I.B. par habitant le plus bas du monde.

L'indice de Mo Ibrahim en témoigne également. Il a publié ce 29 septembre 2016 son classement des pays africains en matière de gouvernance, appelé Indice Ibrahim de la gouvernance. Ce classement révèle l'amélioration du niveau global sur le continent mais souligne surtout certaines dispositions angoissantes. Madagascar est en-dessous de la moyenne africaine qui est de 51,5/100. La Grande Île rouge est à 48,2/100. Et la situation empire à notre plus grand désespoir.

Il faut agir Mesdames et Messieurs, n'attendons pas que notre île s'éteigne.

Ne croisons pas les bras, et battons-nous pour une amélioration commune de nos vies, un développement pour notre pays et surtout un enrichissement local et non un enrichissement international basé sur que nous leur fournissons. Arrêtons les trafics, arrêtons de nous soumettre et gardons nos biens. Comme on le dit, parfois, il faut savoir faire preuve d'un peu d'égoïsme pour notre propre bien.

Car le système corrompu de Madagascar permet que l'exploitation de ses richesses, qui devraient contribuer au bon développement de l'île, soit vendue au plus offrant. L'article 27-2 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme stipule que « Chacun a droit à la protection des intérêts moraux et matériels découlant de toute production scientifique, littéraire ou artistique dont il est l'auteur. » Cet article est-il respecté ? Non.

Oui, Mesdames et Messieurs, le peuple se meurt à petit feu, la misère, la pauvreté, la criminalité, sans oublier la faim qui le tenaille, le peuple périt et que fait le gouvernement ? Le peuple s'éteint, et ceci littéralement,....«La faim vous tord le ventre et vous brise le cœur quand vous voyez vos enfants en larmes et criant fatigués, terrassés par cette faim. Trouver de la nourriture, trouver de l'eau, c'est tellement dur vous savez ! » déplore une femme de la région d'Androy dans le sud de l'île. Plus de la moitié des habitants de cette zone, soit environ 840 000 personnes, se trouvent aujourd'hui dans une situation d'insécurité alimentaire alarmante, dont 330 000 en situation d'urgence. Une malheureuse vérité appuyée par le journal R.F.I. et pourtant ce ne sont pas les ressources qui manquent dans l'île ! Mais pourquoi tout cela arrive ??

Tous ces événements sont dignes d'un film dramatique. Nous espérons vous alarmer sur cette vérité accablante. Car elle est l'aboutissement de tant de misère, de l'oisiveté de l'Etat. Cette pauvreté qui fait rage à Madagascar est la suite d'un manque de travail légal, d'un travail « blanc » et plus particulière-

ment en raison du manque d'implication des représentants de l'Etat. Sur cela, s'ajoute l'absence d'une bonne structure économique, mais également la trop mauvaise habitude que certains ont de s'emplir les poches, en se servant dans les caisses de l'État, déjà miséreuses, dans le seul but de s'enrichir sans penser aux conséquences.

Mais, comme si cela ne suffisait pas, les forces de l'ordre qui sont censées défendre, veiller au bien du peuple les attaquent et les violentent. Oui, ils passent à tabac les manifestants, jettent en prison les jeunes gens qui défendent ce qui leur appartient. Et personne n'y échappe, même les personnes âgées.

Mais pire, on interdit au peuple de parler, d'exprimer son malheur et de soulager sa peine. La Liberté d'Expression est en « voie de disparition » à Madagascar. Cette liberté est morte et enterrée avec une loi, le 13 juillet 2016 pour développer la censure dans plusieurs journaux tels que la Tribune, l'Express ou Midi-Madagascar. Ici les mots « Liberté d'Expression » sont de plus en plus rares, presque une utopie et non plus une réalité ! Ce qui est totalement paradoxal par rapport à l'article 19 de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme qui souligne que « Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit. »

Alors Mesdames et Messieurs nous sommes là pour vous montrer la situation qui sévit dans notre île.

Ainsi, nous en appelons aux dirigeants des 75 pays francophones et aux dirigeants du pays qui se sont réunis à Madagascar lors du Sommet de la Francophonie que Madagascar a accueilli les 23 et 24 novembre derniers.

Écoutez-nous, entendez et réagissez, nous vous dénonçons la Misère, nous vous dénonçons la Criminalité mais particulièrement nous vous dénonçons la Corruption présentes à Madagascar. Plusieurs États sont dans les mêmes difficultés que nous.

Puissions-nous ensemble entamer les premiers pas vers une société propre, solidaire, et qui se développe dans tous les sens du terme. Vous pouvez contribuer avec nous dans cette lutte acharnée contre la décadence de Madagascar. Levez le regard, ne contournez pas la vérité, et ne tournez pas le dos à votre pays et à son peuple.

Mais surtout, nous demandons à notre gouvernement, à notre président, à nos divers ministres, de réagir, réveillez-vous !! Que la corruption cesse enfin dans ce pays, qu'on puisse sortir sans crainte, sans se faire attaquer, que personne

ne meurt plus de faim à Madagascar.

Que cette magnifique île puisse exploiter ses propres ressources et avec l'aide de ses propres habitants et que ceux-ci puissent en bénéficier. Qu'enfin ces marchés illégaux qui mènent à la ruine de notre belle île cessent.

Que personne ne puisse dire dorénavant « combien coûtes-tu Madagascar ? » mais que l'on dise que « Madagascar est un pays qui n'a pas de prix ! ».